

Macron inaugure un Salon plombé par l'Europe

Bousculé par l'échec des négociations sur la Politique agricole commune (Pac), le Président a rencontré, hier à Paris, des agriculteurs très inquiets pour leur avenir.

Reportage

Le président de la République arrive au salon, samedi, vers 8 h 15. Autour de lui, un dispositif de sécurité plus impressionnant que jamais. Il est totalement inapprochable, murs de flics partout... La plus belle fête de l'agriculture française débute dans ce lourd climat.

Peu avant 9 h, Emmanuel Macron coupe le ruban, il pose pour les caméras télé devant la vache charolaise *Idéale*, égérie du Salon qui se tient jusqu'au 1^{er} mars.

Un peu plus tard, ce sont les représentants de la FNSEA, syndicat agricole majoritaire, et des Jeunes agriculteurs qui l'interrogent. Face à une profonde remise en cause de la Politique agricole commune (Pac), ils veulent des « messages clairs et forts ». « Nous attendons de vivre du prix de nos produits », lancent-ils aussi, rappelant les promesses de la loi Alimentation (ÉgAlim).

Car Emmanuel Macron est revenu de Bruxelles, où se négociait le budget de l'Union européenne pour la période 2021-2027, sans accord sur le maintien de l'enveloppe de la Pac. Il en a pourtant fait sa priorité. « Nous n'avons pas sacrifié la Politique agricole commune et je l'ai dit très clairement : ce n'est pas la Pac qui peut payer pour le Brexit », a-t-il déclaré à son départ, vendredi, bredouille, du sommet européen.

Les retraites

Interpellé sur la question des retraites des agriculteurs (740 € par mois, contre 1 390 € pour la moyenne des Français), Emmanuel Macron répond qu'il



Le président Emmanuel Macron a posé devant la vache charolaise « Idéale », égérie du Salon. | PHOTO : PHOTO PQR/LA MONTAGNE/MAXPPP

est « impossible » de revaloriser leurs pensions à au moins 85 % du Smic, comme le réclame l'ensemble des syndicats. « C'est impossible, parce que c'est un coût de 1,1 milliard d'euros », soupire le chef de l'État. S'il disait oui aux agriculteurs, « alors qu'est-ce que je dis aux commerçants, aux artisans, aux indépendants qui sont exactement dans la même situation ? »

Un peu plus tard, le ministère de l'Agriculture précise pourtant que cette revalorisation n'est pas exclue. Pas

dans le cadre du projet de loi retraites en cours d'examen, « mais dans le cadre du projet de loi de finances 2021 ». Et à condition qu'une proposition « financée » soit faite : les discussions pourraient débuter en juin, ajoute le ministère.

Autre sujet brûlant, le Président est apostrophé sur les zones de non-traitement (ZNT) aux pesticides près des habitations, effectives depuis le 1^{er} janvier mais très contestées. « Il nous faut une agriculture forte parce que les Français veulent savoir ce

qu'ils mangent. Mon rôle est de réconcilier tout ça », répond-il.

« Ce qui est important, c'est la qualité du dialogue qui va se nouer avec le Président », estime, de son côté, Christiane Lambert, la présidente de la FNSEA. « Il y a des hésitations quant à ce qu'il veut de la Politique agricole commune. On n'est pas toujours très rassuré, ce n'est pas toujours lisible... »

Christophe VIOLETTE.

Le Salon en bref

Faire France remet le lait « entier » remis au goût du jour

Après le lait « équitable » qui assure une juste rémunération aux éleveurs laitiers, l'association Faire France présente le lait entier « Com avant ». « C'est le goût du lait qui sort de la ferme avec toute la matière grasse », explique Luc Merlet, éleveur dans le Maine-et-Loire. Ce lait, conditionné par la laiterie LSDH, sera bientôt dans le commerce au prix d'1,24 € contre 0,99 € pour le lait équitable. En 2019, l'association a commercialisé 12,5 millions de litres de lait. Le prix rémunéré aux quelque 500 éleveurs adhérents de Faire France atteint



Le lait « Com'avant » de Faire France

| PHOTO : OUEST-FRANCE

45 centimes, un prix bien au-dessus de la moyenne nationale laitière.

Les Français consultés sur leur agriculture

Une consultation publique de tous les Français s'étalera de mars à fin mai, portant sur l'agriculture, l'alimentation et l'utilisation des fonds européens de la politique agricole. Le débat, baptisé « imPACtons », sera organisé par la Commission du débat public, présidée par Chantal Jouanno.

L'Europe veut que chaque État membre élabore son propre plan stratégique national (PSN) sur l'affectation des subventions agricoles lors de la période 2021-2027. En France, le montant des aides agricoles européennes s'élève à 9 milliards d'euros par an.

Emmanuel Macron promet de recevoir des Gilets jaunes

Éric Drouet, figure historique des Gilets jaunes, qui essayait d'approcher du Président Macron, a été expulsé du Salon par des policiers. Mais une femme, militante des débuts, est parvenue à l'interpeller

sur les retraites, le Référendum d'initiative citoyenne et les « violences policières ». Emmanuel Macron lui a promis de recevoir un groupe de Gilets jaunes, ce qui serait une première.

Plan protéine : une piste de financement de 50 millions d'euros

Emmanuel Macron a évoqué une piste de financement « hors Pac » de 50 millions d'euros pour abonder le prochain plan protéine, rapporte le président de la Fop (Fédération des oléoprotéagineux), Arnaud Rousseau.

Ces fonds seraient issus du Green Deal, la nouvelle politique d'investissement présentée par la Commission européenne. Le président aurait « reconnu que le travail n'avancait pas assez vite » sur ce dossier.



J'éprouve un grand respect pour les agriculteurs. Quand j'étais gamin, j'allais à la ferme de tonton René et tata Denise, dans la Manche. Et pour le tournage de *Tendre et saignant*, inspiré de la vie du boucher Hugo Desnoyer, j'ai visité un élevage. Quel travail de Titan ! Ils bossent comme des acharnés et gagnent très peu, subissent charges élevées et prix serrés, sans toujours savoir ce que deviennent leurs animaux. En plus, ils sont sous la pression de l'opinion publique. Comment gardent-ils ce courage ? J'en serais incapable.

Arnaud DUCRET.